

27 octobre 2017 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours du Président de la République lors de la rencontre avec les agents de l'État à Cayenne

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI.

Bonjour à toutes et à tous, pardon d'avoir fait attendre certains et merci d'être là.

Madame la ministre,

Messieurs les ministres,

Monsieur le préfet, merci de nous accueillir ici,

Monsieur le directeur général de la Police nationale,

Mon général,

Monsieur le directeur départemental,

Monsieur le recteur,

Mesdames et messieurs les responsables des services déconcentrés de l'Etat,

Mesdames et messieurs,

Je tenais à ce que nous puissions partager avec les ministres qui m'accompagnent ces quelques instants ensemble.

Je suis venu accompagné en effet de plusieurs ministres du gouvernement en ce début de quinquennat, ici en Guyane, pour prendre des engagements, pour être présent à vos côtés sur le terrain, pour poser quelques principes simples d'action et commencer à dessiner la feuille de route à venir.

Vous l'avez compris, je ne suis pas venu – je l'ai dit ce matin – faire de grandes promesses qui ne seront pas tenues. Cela a été trop souvent fait et c'est cela qui a parfois conduit à des énervements.

Je ne suis pas non plus venu ici pour dire qu'il n'y avait aucun problème ni aucune spécificité guyanaise. Elle est réelle, vous y vivez, vous la connaissez, elle est d'ailleurs multiple parce que celle du littoral n'est pas celle des fleuves ou des territoires intérieurs.

Mais il est évident que ce territoire de la République française a des défis démographiques, sécuritaires, économiques, environnementaux profondément différents qui impliquent une action profondément différente.

C'est cela, ce que nous conduirons dans les prochains mois dans le cadre des assises de l'Outre-mer que conduit la ministre, qui fait que sous l'autorité du préfet d'ici à fin janvier, des propositions devront remonter du terrain, que d'ici à la fin du printemps 2018 elles feront l'objet de décisions claires et d'arbitrage et d'aménagements constitutionnels si nécessaires, législatifs et réglementaires à coup sûr et financiers dans la foulée.

Mais au-delà de ces engagements, de ce que je suis venu dire aux Guyanaises et aux Guyanais ; et de notre présence jusqu'à demain midi pour lancer justement ces assises de l'Outre-mer et dessiner ses premières feuilles de route pour tous les territoires, je tenais à m'adresser à vous de manière directe, vous qui représentez ici l'Etat, l'action publique dans toutes ses composantes, vous qui servez l'Etat et la République sur ce territoire plein d'enjeux.

Je suis d'abord venu vous dire merci, merci parce que je n'ignore rien de la très grande difficulté de ce que vous avez vécu, durant ces derniers mois en particulier. Elle vient s'ajouter à la difficulté du quotidien que

certaines et certains vivent depuis des années.

Et je sais ce qui assure la sécurité dans les endroits les plus reculés, ce qu'ils vivent, je sais la difficulté de celles et ceux qui enseignent sur le fleuve ou dans des territoires particulièrement reculés, où se loger est un défi, où vivre une vie familiale normale relève parfois de l'impossible.

Mais en plus de tout cela, vous avez eu à vivre une pression extrême, des violences intolérables et encore hier soir à cet égard.

Alors je suis venu vous dire merci parce que vous êtes ici sur une terre de mission, sur une terre où la République n'entend rien abandonner et où votre présence, votre force, votre détermination est plus indispensable encore.

Merci à vous qui chaque jour assurez les missions fondamentales de l'Etat : l'éducation, la sécurité, la justice, la protection sanitaire, les contrôles que l'Etat doit faire sous toutes leurs formes, qu'ils soient économique, sanitaire et social, l'encadrement de notre jeunesse, les services pénitenciers, les douanes. Toutes ces missions fondamentales, vous les portez pour la République ici.

Je sais combien ces derniers mois ont été difficiles, je sais que pour beaucoup d'entre vous, les familles ont eu peur et sont parfois reparties. Je sais que vous avez eu des collègues qui sont partis et qui n'ont pas été remplacés, plus de 2.000 fonctionnaires aujourd'hui sont attendus sur le territoire, plus de 2.000 postes sont en attente d'affectation.

Il nous appartient, sur la base des engagements clairs pris ici hier et aujourd'hui, de restaurer l'attractivité de la Guyane pour l'ensemble des fonctionnaires. C'est indispensable et nous en avons besoin, vous en avez besoin dans votre quotidien, les ministres en ont besoin pour mener à bien leur action et j'en ai besoin pour que l'Etat ici soit fort.

Vous l'avez compris, ce merci c'est aussi un message d'encouragement, j'ai besoin de vous, j'ai besoin de votre action, de cette détermination parce que ce territoire est plein de ces défis. Les ministres m'accompagnaient parce qu'évidemment au premier titre, la ministre de l'Outre-mer portera la cohérence de cette action ; et les engagements nouveaux que nous prendrons, d'investissements publics mais aussi de simplification des règles, de transformation de l'action publique.

Nous devons repenser celle-ci en profondeur et cela impliquera un changement pour votre quotidien. Je veux que l'action de l'Etat, ici en Guyane tout particulièrement mais dans nombre de nos territoires ultramarins, soit repensée pour être plus adaptée au quotidien. Elle doit être plus interministérielle encore, elle doit donner plus de pouvoirs aux services déconcentrés par un vrai mouvement de déconcentration que nous allons enclencher.

Elle doit parfois s'aménager avec aussi des délégations que nous accordons aux collectivités territoriales. Elle doit s'accompagner de moyens repensés, pour accompagner une action sur un territoire de la taille du Portugal plongé au cœur de l'Amazonie. Elle doit aussi conduire à ce que nous ayons des principes de commandement et d'organisation plus forts.

Je veux qu'ici, autour du préfet, il y ait une cohérence renforcée de tous les services de l'Etat, c'est la clé de cette interministérialité, c'est la clé d'un fonctionnement renforcé de l'Etat. Nous allons donc avoir une administration dont l'organisation sera un peu ad hoc, plus simple et plus lisible.

Et nous doterons le préfet d'une véritable équipe aussi d'état-major, pour permettre de faciliter cette interministérialité ; et pour avoir aussi une vraie ingénierie publique qui facilitera l'action de l'Etat sous toutes ses formes, mais aussi l'accompagnement des collectivités territoriales par l'Etat.

Beaucoup des projets n'avancent pas parce que les collectivités territoriales ne sont pas équipées pour les faire avancer. Et quand bien même l'argent est donné, l'organisation n'est pas au rendez-vous. Cette structure y pourvoira, c'est un véritable service d'ingénierie, un service constructeur que nous mettrons ainsi en place.

Le ministre des Comptes et de l'Action publique m'accompagne ici aussi parce qu'il a l'autorité sur les douanes, qui mènent un travail essentiel, qui participent de la sécurité publique et qui a une action déterminante aux frontières – et je sais tout le défi, à Saint-Georges comme à Saint-Laurent – qui est là aussi celui que vous avez à vivre pour lutter contre tous les trafics.

Et je sais tout le défi aussi posé par l'aéroport pour lutter en particulier contre le trafic de stupéfiants. Là aussi, des actions seront repensées, l'organisation renforcée par l'interministérialité que nous avons évoquée. Là aussi, des équipements ont été octroyés dès cette année, mais nous devons encore avec la police, en particulier la PAF, la gendarmerie, les militaires, repenser cette transversalité d'actions qui nous rendra plus efficaces.

Le secrétaire d'Etat LECORNU au côté du ministre d'Etat HULOT est à nos côtés, parce que les sujets environnementaux sont essentiels et font le quotidien de nombre d'entre vous. Sur ce sujet, des décisions dans les prochaines semaines seront prises qui conduiront à rendre votre action là aussi plus simple et plus lisible sur le territoire.

Pour les chemins forestiers, là où il faut des autorisations multiples qui prennent des mois, voire des années, ce sera une procédure unique, simplifiée qui permet justement d'être plus efficace et de répondre à la demande.

Pour la protection des espaces naturels où cet après-midi, un événement était mené, là aussi nous devons continuer à conduire l'action de l'Etat en soutien des parcs, mais par la transversalité, assurer une protection plus forte, une organisation plus efficace ; et structurer des filières pertinentes pour le territoire et nous avons les moyens de le faire.

La filière bois doit se développer là où on importe trop de bois pour nombre de nos activités économiques, alors qu'il y a tout sur place. Cette filière est à structurer par une action de l'Etat : simplification réglementaire, accompagnement financier.

Il en est de même pour la biomasse qui est une façon pertinente d'utiliser nos ressources sur le territoire guyanais, et de les utiliser de manière intelligente en allant plus vite. Là où il faut 4 ans aujourd'hui pour mener à bien un projet de biomasse, ce qui rend impopulaires les fonctionnaires qui ont à instruire ces dossiers, mais ils le font de manière consciencieuse, nous devons simplifier les règles pour avoir un certificat unique, une procédure accélérée qui permette d'être à l'échelle du territoire.

Le ministre de l'Education nationale est là et pour sa part, il revient si j'ose dire. Il était parmi vous il y a quelques années, il connaît bien ce territoire, il y était recteur, il s'y est engagé. Et là aussi, nous mènerons une action déterminée, forte d'abord d'investissements immobiliers pour construire lycées et collèges, 250 millions d'euros d'engagement pour se faire. C'est attendu et c'est nécessaire compte tenu de la pression migratoire.

Mais ce sont aussi des embauches actées dès cette année et le développement de l'action forte pour le projet éducatif de la République que nous mènerons ici. Ce territoire est jeune, le pari de la République ne se gagne et ne se gagnera que si nous formons cette jeunesse, du plus jeune âge jusqu'aux études supérieures et aux diplômés. Et l'engagement du ministre sera complet pour mener à bien cette mission.

Le directeur général de la Police nationale nous accompagne aussi et je veux avec lui remercier l'ensemble des forces de policer, remercier mon général les militaires que j'ai accompagnés hier et qui ont encore aujourd'hui avec beaucoup de courage mené leurs opérations de lutte active contre l'orpaillage clandestin. Remercier le général de gendarmerie et toutes ses équipes, tous les gendarmes et les escadrons ici déployés.

La sécurité est bien entendu une de nos priorités sur le territoire. J'ai fait ce matin des annonces claires, fortes, ce sera là aussi un régime d'exception pour lutter contre toutes les formes d'immigration clandestine, mais aussi pour assurer la sécurité du quotidien et réduire la délinquance.

Des moyens ont été accordés au printemps dernier, ils seront honorés et nous en accélérerons le déploiement. Je veux qu'au premier semestre 2018, nous ayons fini de déployer les forces de police et de gendarmerie promises.

Des moyens immobiliers seront aussi déployés, monsieur le directeur, avec des décisions concrètes pour l'arlésienne du commissariat de Cayenne promis depuis 15 ans. Plus de grandes promesses mais des décisions concrètes, un plan de charge et là aussi nous bousculerons ensemble les procédures pour aller plus vite ; et pour faire travailler les entreprises de la Guyane. Nous en avons besoin et nous devons montrer l'exemple.

Mais plus largement, ces moyens renforcés doivent aller aussi avec des équipements adaptés, pas forcément d'ailleurs les équipements qu'on met sur tous les territoires, ce dont vous avez besoin ici, parfois plus robustes, plus résistants aux conditions plus difficiles. Et je veux ici que nous ayons cette approche pleinement déconcentrée que j'évoquais, où on écoute les chefs sur le terrain exprimant les besoins et où on n'a pas une approche homogène de l'instruction qui consisterait à octroyer le même type de moyens ici ou dans la Creuse.

Je veux aussi que nous ayons une action déterminée pour déployer cette police de sécurité du quotidien que porte le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, dont nombre de quartiers en difficulté ont besoin.

Enfin, je l'ai annoncé ce matin, nous allons régénérer, refonder l'action de lutte contre l'orpaillage clandestin, et ce sera le successeur de l'opération Harpie – qui a aujourd'hui 10 ans – qui sera lancé en janvier prochain. Je veux sur ce sujet que nous innovions, vous allez le faire avec une brigade aérienne de la PAF qui viendra aider et contribuer à cette mission.

Je veux que nous ayons plus de transversalité entre tous les services que j'évoquais tout à l'heure, plus d'innovation pour être encore plus furtif dans l'approche, que nous analysons les besoins parfois d'outils indispensables comme les drones ou d'autres moyens plus légers d'approche, que nous donnions tous les moyens à des formes d'action plus efficaces pour lutter contre ce fléau.

Je ne vais pas ici répéter ce que j'ai dit ce matin, mais à chaque fois c'est un engagement de l'Etat, un engagement de vous dont j'ai besoin. Mais en contrepartie moi, je m'engage à vous écouter et à ce que vous fassiez remonter très précisément par le biais du préfet vos demandes, les besoins humains, matériels qui sont les vôtres.

Pour réussir cette mission de sécurité à plein, il faut une coopération entre les forces de sécurité et la justice. Ce que j'ai vu en 48 h 00 ici est exemplaire et je veux ici féliciter l'ensemble des magistrats pour leur action déterminée.

Au côté des forces de l'ordre et des forces armées, ils mènent ce travail indispensable de l'Etat pour rétablir l'autorité juste, celle de la République. Et votre mobilisation, votre pragmatisme est indispensable pour mener à bien ces missions qui sont les nôtres.

Je sais la pression que policiers, gendarmes, militaires, magistrats, plus particulièrement sur cette mission régaliennne vous avez subie ces derniers mois. Nous serons à vos côtés et répondrons aux besoins, mais j'attends de vous une détermination pleine et entière, sans aucune concession.

La République ne se grandit jamais quand elle pense une seule seconde que mettre un genou à terre est un bon signal. L'ordre républicain, il est un et complet et il doit être assuré de manière exemplaire et totale sur ce territoire. C'est ce que j'attends de vous et c'est ce pourquoi je vous donnerai tous les moyens.

Plus largement et pour finir mesdames et messieurs, je sais tous les défis de la fonction publique sur un territoire comme celui-ci. La ministre de l'Outre-mer et le ministre en charge des Actions publiques vont aussi s'y atteler dans le cadre de ces assises.

Nous avons besoin, je le disais, de plus de transversalité, d'un commandement clair, d'une organisation renforcée. Mais nous avons aussi le devoir de vous permettre de vivre dans le cadre de votre mission une vie familiale normale ; et ce n'est pas suffisamment le cas aujourd'hui.

Je veux que nous puissions répondre aux demandes légitimes qui sont les vôtres : pouvoir être logé en particulier dans les territoires les plus reculés et les plus difficiles ; pouvoir disposer d'une cité administrative digne de ce nom, avec une crèche qui permette d'emmenner les enfants à l'école et justement les faire garder quand ils n'en ont pas encore l'âge ; avoir également une approche au cas par cas qui permette de trouver un emploi pour le conjoint ou la conjointe, lorsqu'un fonctionnaire est ici nommé et qu'il faut attendre des mois ou des années ou qu'il vit en célibat géographique, parce que l'administration n'a pas su ou pas pu trouver une telle option.

Nous avons là aussi à votre endroit un devoir d'innovation que j'attends du gouvernement. Vous n'exercez pas vos missions de manière habituelle, la réponse qui sera la nôtre ne sera donc pas une réponse habituelle. Et donc nous devons vous accompagner sur toutes ces étapes de la vie quotidienne, pour la construction de votre vie professionnelle et personnelle, pour que la Guyane redevienne attractive pour les fonctionnaires, que les postes soient pourvus et que vous puissiez aussi vivre mieux dans le cadre de la mission.

Sur ce sujet, je veux vraiment que le gouvernement s'engage de manière rapide, déterminée et que des éléments précis soient donnés. Et là aussi sur ce sujet, je crois à la déconcentration. Vous connaissez les besoins et vous êtes les mieux placés pour, lorsqu'on donnera des moyens, les faire vivre au quotidien et bien les organiser.

Et je veux aussi que dans le cadre de notre fonction publique, nous puissions construire des parcours d'excellence et de réussite pour l'ensemble de nos concitoyens ultramarins. Et donc je veux ici aussi que nous puissions recruter, faire progresser les Guyanaises et les Guyanais.

Sur nombre de postes non pourvus, il y a des possibilités, parfois en faisant passer telle ou telle qualification, d'autres fois simplement en ouvrant les yeux, de faire progresser des femmes et des hommes qui aiment ce territoire parce qu'ils y sont nés, parce qu'ils y ont grandi et parce qu'ils veulent y établir leur famille.

Et si nous voulons que notre République soit pleinement forte sous tous les aspects ici, elle doit aussi avoir le visage de nos territoires d'Outre-mer, elle doit aussi avoir le visage en son sein de la Guyane.

Ce sera également un travail d'innovation, il faudra casser parfois des barrières qui se sont édifiées dans les

esprits ou dans nos organisations collectives, il faut aussi les lever.

Voilà mesdames et messieurs ce que je voulais avec vous partager ce soir. Nous allons passer un moment ensemble et je répondrai à toutes vos questions, je rentrerai dans plus de détails si vous le souhaitez. Je voulais vous dire donc merci, je voulais vous dire que j'ai besoin de vous et je voulais vous dire que nous donnerons tous les moyens à la République d'être forte et de réussir sur ce territoire.

La Guyane est au cœur de la République française, elle est face à des défis inédits et c'est par votre action chaque jour que la République est honorée, défendue et reconquiert chaque jour un peu de cette ambition qui la porte et que nous devons pleinement rétablir sur ce territoire.

Alors pour tout cela, je veux vous dire combien je suis fier de vous, combien j'attends de vous et combien vous pouvez compter sur le gouvernement et sur moi-même.

Vive la République et vive la France.